



## Chapitre L-5

### LOI SUR LES LOTERIES ET COURSES

#### SECTION I

#### DÉFINITIONS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:
- « course »; a) « course »: une course de chevaux ou toute autre course déterminée par règlement;
- « permis »; b) « permis »: un permis délivré en vertu de la présente loi;
- « établissement »; c) « établissement »: un lieu où une course est tenue ou tout lieu qui est spécialement aménagé à cette fin;
- « Régie »; d) « Régie »: la Régie des loteries et courses du Québec instituée par l'article 2;
- « Société »; e) « Société »: la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec instituée par l'article 54;
- « personne autorisée »; f) « personne autorisée »: une personne autorisée par la Régie en vertu de l'article 35;
- « règlement »; g) « règlement »: un règlement adopté en vertu de la présente loi.
- « système de loterie ». L'expression « système de loterie » comprend une loterie ainsi qu'un jeu de hasard et un jeu où se mêlent le hasard et l'adresse.
- 1969, c. 28, a. 1.

#### SECTION II

#### RÉGIE DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC

##### §1.—*Constitution de la Régie*

- Institution. Nom. **2.** Un organisme est institué sous le nom de « Régie des loteries et courses du Québec ».
- 1969, c. 28, a. 2.
- Siège social. **3.** La Régie a son siège social dans la ville de Québec; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approba-

tion du gouvernement; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Séances. La Régie peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

1969, c. 28, a. 3.

Composition. **4.** La Régie est formée de trois membres nommés pour dix ans par le gouvernement qui choisit un président et un vice-président parmi eux et qui fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun d'eux.

1969, c. 28, a. 4.

Mandat. **5.** Les membres de la Régie restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

1969, c. 28, a. 5.

Services exclusifs. **6.** Les membres de la Régie doivent s'occuper exclusivement du travail de la Régie et des devoirs de leurs fonctions.

1969, c. 28, a. 6.

Conflit d'intérêts. **7.** Aucun membre de la Régie ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Régie.

Exception. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

1969, c. 28, a. 7.

Remplacement temporaire. **8.** Au cas d'incapacité d'agir du président de la Régie par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; au cas d'incapacité d'agir d'un autre membre de la Régie par suite d'absence ou de maladie, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; cette personne est nommée par le gouvernement qui fixe ses honoraires, allocations, traitement ou traitement additionnel.

1969, c. 28, a. 8.

Quorum. **9.** Le quorum de la Régie est constitué de deux membres dont le président.

1969, c. 28, a. 9.

Vote prépondérant. **10.** En cas d'égalité des voix, le président a une voix prépondérante.

1969, c. 28, a. 10.

Décisions. **11.** Les décisions de la Régie qui terminent une affaire doivent être rendues par écrit et être motivées; elles font partie des archives de la Régie. La Régie peut, pour cause, réviser ou révoquer toute décision qu'elle a rendue.

1969, c. 28, a. 11.

Authenticité des procès-verbaux. **12.** Les procès-verbaux des séances, approuvés par la Régie et certifiés par le président ou le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président de la Régie ou le secrétaire.

1969, c. 28, a. 12.

Responsabilité du président. **13.** Le président est responsable de l'administration de la Régie dans le cadre de ses règlements.

1969, c. 28, a. 13.

Secrétaire. **14.** Le secrétaire et les autres personnes à l'emploi de la Régie sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

Pouvoirs du président. Cependant, le président de la Régie exerce à ce sujet les pouvoirs que cette loi attribue au sous-chef d'un ministère.

1969, c. 28, a. 14.

Immunité. **15.** Les membres de la Régie ainsi que les autres fonctionnaires et employés de la Régie ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

1969, c. 28, a. 15.

Recours interdits. **16.** Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie ou les membres de la Régie, agissant en leur qualité officielle.

Annulation de bref. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler som-

mairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'alinéa précédent.

1969, c. 28, a. 16.

Sommes provenant des  
droits.

**17.** Les sommes provenant du versement des droits et les cautionnements ou gages forfaits sont versées annuellement par la Régie au fonds consolidé du revenu.

1969, c. 28, a. 17.

Année financière.

**18.** L'année financière de la Régie se termine le 31 mars de chaque année.

1969, c. 28, a. 18.

Rapport annuel.

**19.** La Régie doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, soumettre au ministre de la justice un rapport de ses activités pour la précédente année financière. Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

1969, c. 28, a. 19.

Vérification.

**20.** Les livres et comptes de la Régie sont vérifiés par le vérificateur général chaque année et, en outre, chaque fois que le décrète le gouvernement; les rapports du vérificateur général doivent accompagner le rapport annuel de la Régie.

1969, c. 28, a. 20; 1970, c. 17, a. 102.

## *§2.—Fonctions et pouvoirs de la Régie*

Fonctions.  
Licences pour systèmes de  
loteries.

**21.** La Régie a pour fonction de surveiller les courses au Québec.

La Régie peut aussi, si le gouvernement lui en confie le pouvoir, délivrer des licences autorisant des personnes à conduire et administrer des systèmes de loteries conformément à la loi et aux modalités prescrites par le gouvernement.

Permis aux clubs sociaux.

La Régie peut également, avec l'autorisation du procureur-général, émettre des permis en vertu desquels un club social ou une succursale d'un tel club peut exiger une cotisation pour la participation aux jeux qui sont pratiqués dans le local qu'ils occupent ou utilisent sans que ce local ne devienne pour autant une maison de jeu.

- Autres devoirs. **La Régie accomplit en outre les autres devoirs qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.**  
1969, c. 28, a. 21.
- §3.—*Permis*
- Permis de course. **22.** Nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, nul ne peut conduire ou administrer une course s'il ne détient un permis à cette fin.  
1969, c. 28, a. 22.
- Délivrance. **23.** Tout permis est délivré au nom d'une personne physique, domiciliée au Québec depuis au moins douze mois, pour son compte ou pour le bénéfice d'une corporation, d'une société ou d'une association ayant son siège social au Québec.  
1969, c. 28, a. 23.
- Demande de permis. **24.** Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande à la Régie dans la forme prescrite, accompagnée des documents prévus par les règlements.  
1969, c. 28, a. 24.
- Registre. **25.** La Régie, sur réception de toute demande pour la délivrance d'un permis, doit inscrire cette demande dans un registre tenu à cette fin à son bureau.
- Accès du public. **Le public peut avoir accès à ce registre aux heures et aux jours où le bureau de la Régie est ouvert.**  
1969, c. 28, a. 25.
- Publication d'avis. **26.** Sur réception d'une demande pour la délivrance d'un permis, la Régie doit faire publier une fois, dans un journal de langue française et une fois dans un journal de langue anglaise publiés à l'endroit où est situé l'établissement que le permis concerne, ou, s'il n'y en a pas, à l'endroit le plus rapproché où il s'en trouve, un avis écrit de la demande qu'il a reçue. Cet avis identifie le requérant, précise la nature de sa demande et indique l'emplacement de l'établissement où le permis sera exploité.
- Délai pour les objections. **Par cet avis, la Régie doit inviter toute personne qui le désire à formuler à son bureau, dans les quinze jours de la publication de l'avis, les objections qu'elle peut avoir à la délivrance du permis.**  
1969, c. 28, a. 26.

- Formes des objections. **27.** Les objections visées à l'article 26 sont formulées par écrit; le document qui les contient doit être signé par la personne qui les fait et contenir les raisons qui les appuient.
- Accès du public aux objections. Le public peut avoir accès à tout document contenant les objections auxquelles réfère l'article 26 et toute personne qui en fait la demande à la Régie peut obtenir des copies de ces documents sur paiement des honoraires déterminés par règlement de la Régie.  
1969, c. 28, a. 27.
- Immunité. **28.** Nul opposant à une demande faite à la Régie ne peut être poursuivi en dommages à raison de son opposition, à moins qu'on ne prouve qu'il a agi de mauvaise foi.  
1969, c. 28, a. 28.
- Décision sur les demandes. **29.** Lorsqu'il n'y a pas d'opposition, la Régie peut accorder ou refuser la demande et elle peut, si elle le juge à propos, ne rendre sa décision qu'après enquête publique.
- Audience publique. Lorsqu'il y a opposition, elle ne peut rendre cette décision qu'après avoir appelé les parties en audience publique pour leur permettre de se faire entendre.  
1969, c. 28, a. 29.
- Enquête publique. **30.** Lorsqu'il y a lieu à enquête publique, le président de la Régie fixe la date de l'enquête et le lieu où elle sera tenue.  
1969, c. 28, a. 30.
- Avis d'enquête. **31.** La Régie doit, par lettre recommandée ou certifiée, donner avis de la tenue de l'enquête au requérant et à tout opposant, en indiquant l'endroit, le jour et l'heure de l'enquête. Cette lettre doit être communiquée aux intéressés au moins dix jours avant la date fixée pour la tenue de l'enquête.  
1969, c. 28, a. 31; 1975, c. 83, a. 84.
- Conditions de délivrance de permis. **32.** La Régie délivre le permis si le requérant et, le cas échéant, si la corporation, la société ou l'association pour le bénéfice de laquelle il agit, remplissent les conditions prescrites par les règlements; elle peut suspendre ou annuler le permis de toute personne qui refuse ou néglige de se soumettre aux prescriptions de la présente loi ou des règlements.
- Annulation. La Régie doit, avant de prononcer l'annulation ou la suspension d'un permis, donner au détenteur l'occasion d'être entendu. Elle doit

aussi notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne dont elle suspend ou annule le permis.

1969, c. 28, a. 32.

Approbation de fusion. **33.** Toute fusion, vente ou cession d'une entreprise exploitée dans un établissement, ou toute transaction, convention ou contrat de nature à effectuer un changement dans le contrôle d'une telle entreprise doit être préalablement approuvé par la Régie sous peine de nullité.

1969, c. 28, a. 33.

#### §4. — *Litiges et enquêtes*

Juridiction de la Régie. **34.** La Régie possède, à l'exclusion de tout tribunal, juridiction sur tout litige ayant pour objet un gain réalisé ou une perte subie par une personne à l'occasion de sa participation à une course à laquelle elle assiste et qui est tenue conformément à la présente loi, si ce litige oppose cette personne à un autre participant ou au détenteur d'un permis.

1969, c. 28, a. 34.

Autorisation. **35.** La Régie peut autoriser par écrit toute personne à entendre et décider tout litige visé à l'article 34.

1969, c. 28, a. 35.

Demande écrite. **36.** Toute affaire portée en vertu de l'article 34 devant la Régie ou une personne autorisée est commencée par une demande écrite, rédigée sur une formule fournie par la Régie ou approuvée par elle et signée par le requérant.

1969, c. 28, a. 36.

Transmission aux intéressés et audition de l'affaire. **37.** La Régie ou la personne autorisée doit transmettre la demande de la façon déterminée par la Régie, à toutes les personnes qu'elle estime intéressées, sauf si elles sont toutes présentes lors de l'introduction de la demande. Dans ce dernier cas, la Régie ou la personne autorisée entend l'affaire sans délai; dans les autres cas, elle fixe le lieu, la date et l'heure de l'audition et en fait donner avis aux intéressés, par lettre recommandée ou certifiée.

1969, c. 28, a. 37; 1975, c. 83, a. 84.

Interdiction d'agir. **38.** Dans tout litige dont elle est saisie, la Régie ou la personne autorisée peut interdire à toute partie de poser un acte qui, à son avis, ne devrait pas être posé avant qu'elle ne décide de ce litige et elle peut donner toutes les directives qu'elle juge nécessaires pour rendre sa décision effective.

1969, c. 28, a. 38.

Effet d'informalité. **39.** Les décisions de la Régie ou de la personne autorisée ne sont pas entachées de nullité pour cause d'informalité.

1969, c. 28, a. 39.

Devoirs des huissiers et constables. **40.** Les huissiers et constables doivent assister la Régie ou la personne autorisée, dans l'exercice de ses fonctions, et lui obéir chaque fois qu'ils en sont requis et ils sont payés suivant les mêmes tarifs et de la même manière que pour des services similaires en Cour provinciale.

1969, c. 28, a. 40.

Avis de décision. **41.** La Régie ou la personne autorisée doit notifier sa décision par écrit aux intéressés. Cette décision doit être motivée.

1969, c. 28, a. 41.

Appel. **42.** Lorsque l'affaire a été entendue par une personne autorisée et lorsque la valeur de l'objet du litige n'est pas inférieure à trois cents dollars, tout intéressé peut interjeter appel de cette décision à la Régie. Cet appel doit être logé dans les dix jours de la date à laquelle la décision a été notifiée à l'appelant, au moyen d'un avis écrit adressé à la Régie et exposant avec concision les motifs d'appel. La Régie fait signifier cet avis à la personne dont la décision est en appel, ainsi qu'à tout autre intéressé.

1969, c. 28, a. 42.

Frais. **43.** La Régie ou toute personne autorisée adjuge, à sa discrétion, sur les frais des litiges qui lui sont soumis.

1969, c. 28, a. 43.

Tarifs d'honoraires. **44.** Le gouvernement peut adopter des tarifs d'honoraires et de droits payables à la Régie sur les matières qui lui sont soumises ou qui sont soumises à une personne autorisée et les procédures faites devant elles en vertu de la présente loi.

Entrée en vigueur. Ces tarifs entrent en vigueur à la date de leur publication dans la



*Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

1969, c. 28, a. 44.

Décision sans appel. **45.** Toute décision de la Régie sur une question en litige qui lui est soumise en première instance ou en appel est sans appel.

1969, c. 28, a. 45.

Requête en homologation. **46.** Toute décision de la Régie ou d'une personne autorisée portant condamnation à payer une somme d'argent peut, lorsqu'elle est devenue définitive, être homologuée, sur requête d'une partie intéressée, par la Cour supérieure ou la Cour provinciale suivant leur compétence respective eu égard au montant de la condamnation.

Décision exécutoire. Après homologation, cette décision est exécutoire comme un jugement de la cour par laquelle elle a été homologuée.

1969, c. 28, a. 46.

Pouvoir d'enquêter. **47.** Dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs la Régie peut, par elle-même, ou un de ses membres ou toute personne qu'elle désigne par écrit, enquêter sur toute matière de sa compétence.

1969, c. 28, a. 47.

Pouvoirs et immunités. **48.** Aux fins de ses enquêtes ainsi que des litiges qu'elle entend conformément aux dispositions qui précèdent, la Régie, ses membres et toute personne qu'elle autorise par écrit sont investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).

1969, c. 28, a. 48.

Accès aux livres. **49.** Les membres de la Régie ou toute personne qu'elle désigne par écrit ont, en tout temps, accès à tous les livres, registres, comptes et autres dossiers de toute personne qui exploite une entreprise dans un établissement; toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres, comptes, dossiers et autres documents doit en donner communication aux membres de la Régie ou à la personne qu'elle a désignée, et lui en faciliter l'examen.

Vérification de l'équipement. Les membres de la Régie ou toute personne qu'elle désigne par écrit peuvent aussi vérifier en tout temps si l'équipement de tout établissement est conforme aux normes fixées par règlement.

Arrêt de course. Si les membres de la Régie ou toute personne qu'elle a désignée par écrit ont des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la

présente loi ou aux règlements est commise, ils peuvent aux conditions qu'ils déterminent mettre fin sur-le-champ à toute course.

1969, c. 28, a. 49.

Manoeuvres interdites.

**50.** Il est interdit d'entraver une personne effectuant une enquête conformément à la présente loi, de la tromper ou de tenter de la tromper par des réticences ou par des déclarations fausses ou mensongères, de refuser de lui déclarer ses nom, prénoms et adresse ou de négliger d'obéir à tout ordre qu'elle peut donner en vertu de la présente loi ou des règlements. Cette personne doit, si elle en est requise, exhiber un certificat attestant sa qualité signé par le président de la Régie ou une personne autorisée à cette fin.

1969, c. 28, a. 50.

### SECTION III

#### RÉGLEMENTATION ET ENTENTES

Réglementation.

**51.** La Régie peut, par règlement:

a) édicter des règles relatives à la nature, au nombre, à la fréquence, à l'organisation et à la conduite des courses, au nombre de permis qui peuvent être délivrés, aux conditions dans lesquelles un permis doit être exploité et à la nature et à la qualité de l'équipement qui doit être utilisé;

b) déterminer la forme et la teneur des permis et des demandes de permis ainsi que leur durée;

c) déterminer les qualités requises de toute personne qui sollicite un permis ou un renouvellement de permis et les conditions que cette personne doit remplir, les états financiers et renseignements qu'elle doit produire, les droits qu'elle doit verser, le cautionnement qu'elle doit fournir ou le gage qui peut en tenir lieu et les cas où ce cautionnement ou ce gage peuvent être déclarés forfaits en faveur de la Régie;

d) régler ou prohiber toute publicité ou toute réclame relative aux courses;

e) établir des normes relatives à la tenue des registres, comptes et dossiers des détenteurs de permis et à leur inspection par toute personne autorisée à cette fin par la Régie;

f) établir des règles de procédure pour la conduite des affaires qui sont de sa compétence ou dont est saisie une personne autorisée;

g) fixer une proportion entre le nombre d'habitants d'une région qu'elle détermine et le nombre de permis pouvant y être attribués;

h) assurer la protection du public et l'ordre public en tout ce que la Régie a charge de surveiller.

1969, c. 28, a. 51.

Approbation et entrée en vigueur. **52.** Les règlements adoptés par la Régie sont soumis à l'approbation du gouvernement et, s'ils reçoivent cette approbation, entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée à cette fin.

1969, c. 28, a. 52.

Ententes autorisées. **53.** Le gouvernement peut conclure ou peut autoriser la Régie à conclure une entente avec l'autorité compétente de tout gouvernement, avec toute corporation ou avec toute association relative à l'échange de renseignements et à toute question touchant l'application de la présente loi.

1969, c. 28, a. 53.

#### SECTION IV

#### SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC

Institution. Nom. **54.** Un organisme est institué sous le nom de « Société d'exploitation des loteries et courses du Québec ».

Pouvoirs d'une corporation. La Société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Approbation de règlements. Les règlements de la Société doivent, pour entrer en vigueur, être approuvés par le gouvernement.

1969, c. 28, a. 54.

Mandataire du gouvernement. **55.** La Société est un mandataire du gouvernement. Les biens qu'elle possède font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ces biens.

1969, c. 28, a. 55.

Siège social. **56.** Le siège social de la Société est dans la ville de Québec; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approbation du gouvernement; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

1969, c. 28, a. 56.

Composition. **57.** La Société est formée de trois membres nommés pour dix ans par le gouvernement qui choisit un président parmi eux et qui fixe

- les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun d'eux.
- Mandat.** Les membres de la Société restent en fonctions nonobstant l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.
- Qualités.** Aucune personne ne peut être membre de la Société si elle n'a son domicile au Québec.
- Services exclusifs.** Les membres de la Société doivent s'occuper exclusivement du travail de la Société et des devoirs de leurs fonctions.
- 1969, c. 28, a. 57.
- Conflit d'intérêts.** **58.** Aucun membre du conseil d'administration de la Société ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société.
- Exception.** Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation, pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.
- 1969, c. 28, a. 58.
- Responsabilité du président.** **59.** Le président est directeur-général de la Société et est responsable de l'administration de la Société dans le cadre de ses règlements.
- 1969, c. 28, a. 59.
- Remplacement temporaire.** **60.** En cas d'incapacité d'agir d'un membre par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par une personne nommée par le gouvernement pour exercer ses fonctions pendant la durée de son incapacité; le gouvernement fixe les honoraires, allocations, traitement ou traitement additionnel d'une telle personne.
- 1969, c. 28, a. 60.
- Secrétaire.** **61.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés de la Société sont nommés conformément à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).
- 1969, c. 28, a. 61.
- Fonctions.** **62.** La Société a pour fonction d'organiser et conduire des systèmes de loteries, pour le compte du gouvernement.
- Fonctions.** Elle peut aussi organiser et conduire des courses pourvu qu'elle détienne un permis de la Régie.

Disposition non applicable. L'article 23 ne s'applique pas à la Société.  
1969, c. 28, a. 62.

Pouvoirs. **63.** La Société peut accomplir tout ce qui est nécessaire, accessoire ou favorable à la réalisation de ses fins et notamment:  
a) contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et à toutes autres conditions que détermine le gouvernement;  
b) faire des règlements pour sa régie interne et notamment permettre au président d'autoriser seul les dépenses courantes qui ne dépassent pas \$5,000 dans chaque cas.  
1969, c. 28, a. 63.

Autorisation préalable du lt.-gouv. en conseil. **64.** La Société ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement:  
a) acquérir, détenir et céder des intérêts dans toute entreprise dont les objets sont similaires à ceux de la Société;  
b) conclure un contrat l'engageant pour plus de cinq ans;  
c) contracter un emprunt qui porte à plus de \$500,000 le total des sommes empruntées par elle et non encore remboursées;  
d) conclure des ententes avec tout gouvernement, corporation ou association relativement à des matières de sa compétence;  
e) contracter de quelque manière que ce soit relativement à des biens meubles ou immeubles en considération d'une somme supérieure à \$25,000.  
1969, c. 28, a. 64.

Garantie de paiement. **65.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe:  
a) garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière;  
b) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi.  
Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à la Société sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

Paie-  
ments  
par le  
gouvernement.

1969, c. 28, a. 65.

Affectation des revenus. **66.** Les revenus de la Société doivent être affectés à ses frais d'administration et au remboursement de ses emprunts et autres obligations, ainsi que des avances faites par le ministre des finances en vertu du paragraphe b de l'article 65, et le solde est versé au fonds consolidé du revenu.  
1969, c. 28, a. 66.

- Année financière. **67.** L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.  
1969, c. 28, a. 67.
- Rapport annuel. **68.** La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre des finances un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre des finances peut exiger.  
Dépôt. Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
- Renseignements. La Société doit fournir au ministre des finances tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.  
1969, c. 28, a. 68.
- Vérification. **69.** Les livres et les comptes de la Société sont vérifiés par le vérificateur général chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement; le rapport du vérificateur général doit accompagner le rapport annuel de la Société.  
1969, c. 28, a. 69; 1970, c. 17, a. 102.
- Application de la section. **70.** Le ministre des finances est chargé de l'application de la présente section.  
1969, c. 28, a. 70.

## SECTION V

### INFRACTIONS ET PEINES

- Infractions et peines. **71.** Quiconque enfreint l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements ou refuse de se conformer à un ordre donné en vertu de cette loi ou des règlements commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, pour chaque jour que dure l'infraction, d'une amende d'au plus mille dollars s'il s'agit d'un individu et d'une amende d'au plus cinq mille dollars s'il s'agit d'une corporation.
- Poursuites sommaires. La partie II de la Loi sur les poursuites sommaires s'applique à ces poursuites.  
1969, c. 28, a. 71.
- Fonctionnaire réputé partie à l'infraction. **72.** Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout fonctionnaire, administrateur, employé

ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la corporation, que celle-ci ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

1969, c. 28, a. 72.

Poursuites. **73.** Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur-général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

1969, c. 28, a. 73.

Plainte. **74.** Toute plainte portée en vertu de la présente loi peut se rapporter à plusieurs infractions.

1969, c. 28, a. 74.

## SECTION VI

### DISPOSITIONS FINALES

Application de certaines dispositions. **75.** Le ministre de la justice est chargé de l'application des dispositions de la présente loi qui concernent la Régie.

1969, c. 28, a. 84.

*Le ministre du revenu exerce les fonctions du ministre de la justice quant à l'application des dispositions de la présente loi. A.C. 3500-76 du 12.10.76, (1976) 108 G.O. II, 6123.*

---

*Les articles 1, 21, 22, 32, 34, 35, 36, 37, 41, 42, 51 et 71 de la présente loi seront modifiés, et deux articles seront insérés après l'article 52 de la présente loi, par l'entrée en vigueur du chapitre 17 des lois de 1972 à la date ou aux dates fixées par proclamation du gouvernement.*

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 28 des lois annuelles de 1969, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 75, 79 à 83 et de l'article 85, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre L-5 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



## TABLE DE CONCORDANCE

**LOIS DU QUÉBEC, 1969**      **LOIS REFONDUES, 1977**

**Chapitre 28**

**Chapitre L-5**

**LOI SUR LES LOTE-  
RIES ET COURSES**

**LOI SUR LES LOTE-  
RIES ET COURSES**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 74	1 - 74	
75 - 77		Omis
78		Modification intégrée au c. R-12, a. 55
79 - 83		Omis
84	75	
85		Omis

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*





